

Europe : liaisons entreprises /gouvernements dangereuse

Un rapport couvrant 25 pays montre du doigt les contributions politiques et les activités de lobbying

Bruxelles, 6 juin 2012 – Dans un rapport publié aujourd'hui, l'organisation anti-corruption Transparency International démontre que les relations étroites entre entreprises et gouvernements ont favorisé la corruption et entravé la stabilité économique en Europe.

Le rapport met en avant les lacunes en matière de gouvernance, qui ont contribué aux scandales politico-financiers ayant ébranlé presque tous les pays européens l'année dernière. Transparency International appelle les législateurs à accroître la transparence des activités de lobbying et du financement des campagnes électorales.

Le rapport, intitulé *Argent, pouvoir et politique : les risques de corruption en Europe*, souligne un déficit de transparence dans les prises de décisions et le financement des partis politiques. 19 pays sur les 25 examinés n'ont toujours pas réglementé les activités de lobbying et seulement 10 d'entre eux interdisent totalement les contributions politiques non déclarées.

« En Europe, nombre d'institutions qui caractérisent une démocratie et permettent à un pays de combattre la corruption sont plus faibles que ce que l'on croit. Ce rapport soulève des questions préoccupantes à un moment où l'Europe a besoin d'une culture politique de transparence pour sortir de la crise économique », déclare Cobus de Swardt, directeur exécutif de Transparency International.

Trois quarts des Européens considèrent que la corruption est un problème croissant dans leur pays, selon plusieurs enquêtes de l'Union européenne. Des procès retentissants pour faits de corruption se sont tenus l'an dernier en France et en Italie. Des scandales de corruption politique ont éclaté concernant les dépenses des parlementaires (Royaume-Uni), les fraudes sur les retraites (Norvège), le clientélisme (République Tchèque, Roumanie) et les conflits d'intérêt (Bulgarie, Finlande, Slovaquie).

Le rapport publié aujourd'hui constitue la première étude exhaustive sur la capacité des pays européens à combattre la corruption. Au total, plus de 300 institutions nationales ont été examinées au sein de 25 pays.

Les partis politiques, les entreprises et la fonction publique sont les institutions les moins performantes en matière de la lutte contre les pots-de-vin et les mauvais agissements, tandis que les cours des comptes, les médiateurs et les organes chargés de l'organisation des élections sont les meilleurs. Le rapport relève par ailleurs que l'Europe bénéficie de systèmes juridiques solides et bien développés.

Trop de gouvernements ne rendent pas suffisamment compte de leurs agissements en matière de finances publiques et de contrats publics, ces derniers représentant 1.800 milliards d'euros chaque année dans l'UE. Pire encore, deux pays seulement protègent efficacement les lanceurs

d'alerte contre les mesures de représailles lorsqu'ils dénoncent de possibles délits ou d'autres conduites malhonnêtes.

Dotés d'organes de contrôle et de systèmes judiciaires solides, de commissaires aux comptes efficaces et d'organismes chargés d'assurer le respect de la loi performants, le Danemark, la Norvège et la Suède sont les pays les mieux protégés contre la corruption. Cependant, même au sein de ces pays, des problèmes demeurent, en particulier dans le domaine du financement politique.

Parmi les autres risques de corruption en Europe :

- 12 pays ne prévoient pas de plafonnement pour les contributions politiques individuelles ;
- 17 pays ne disposent pas d'un code de conduite pour les parlementaires, tandis que dans 11 d'entre eux, la déclaration publique des biens et des intérêts est limitée ;
- dans 20 pays, les personnes souhaitant accéder à des informations publiques se heurtent à des obstacles.

Pour Transparency International, « les gouvernements européens doivent remédier à ces lacunes ».

Transparency International appelle également l'UE à montrer l'exemple en adoptant des règles fermes au sein de ses propres institutions.

###

Transparency International est la principale organisation de la société civile qui se consacre à la lutte contre la corruption.

Note aux rédacteurs :

Les rapports nationaux, les photos et les citations de la conférence de presse sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.transparency.org/news/feature/enis>

Notes aux rédacteurs : *Les risques de corruption en Europe* rassemble les évaluations des Systèmes nationaux d'intégrité (l'efficacité des institutions et les lacunes favorisant la corruption) de 25 pays européens, menées en 2011 en Allemagne, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Norvège, Pays-Bas Pologne, Portugal, République Tchèque Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse. Ce rapport fait partie d'une initiative anticorruption paneuropéenne soutenue par le service des affaires intérieures de la Commission européenne.

Contact média

Berlin : Thomas Coombes

+49 30 34 38 20 666

Email: press@transparency.org

Annex

Breakdown of country performance

1. Money, Politics and Undue Influence			
	Party Financing: undisclosed contributions to parties banned?	Ceilings on political donations from private individuals?	Register of lobbyists in place?
Belgium	Only above a threshold	Yes	No
Bulgaria	Yes	Yes	No
Czech Republic	Yes	No	No
Denmark	Above threshold	No	No
Estonia	Yes	No	No
Finland	Above threshold	Yes	No
France	Yes	Yes	Yes (Voluntary)
Germany	Above threshold	No	Yes (Voluntary)
Greece	No	Yes	No
Hungary	Above threshold	No	No
Ireland	Above threshold	Yes	No
Italy	Above threshold	No	No
Latvia	Yes	Yes	No
Lithuania	Yes	Yes	Yes
Netherlands	No for individuals; above threshold for legal entities	No	No
Norway	Above threshold	No	No
Poland	Yes	Yes	Yes
Portugal	Yes	Yes	No
Romania	Above threshold	Yes	No
Slovakia	Yes	No	No
Slovenia	Above threshold	Yes	Yes
Spain	Yes	Yes	No
Sweden	No	No	No
Switzerland	No	No	No
UK	Above threshold	No	Yes (partially)

Rules for parliamentarians		
	Code of conduct for members of parliament?	Are MPs' income, assets and interests declarations broad and publicly available?
Belgium	No	No
Bulgaria	No	Yes
Czech Republic	No	No
Denmark	No	No
Estonia	No	Yes
Finland	No	Yes
France	Yes	No
Germany	Yes	No
Greece	Yes	No
Hungary	No	No
Ireland	Yes	Yes
Italy	No	No
Latvia	Yes	Yes
Lithuania	Yes	Yes
Netherlands	No	No
Norway	No	Yes
Poland	Yes	Yes
Portugal	No	Yes
Romania	No	Yes
Slovakia	No	Yes
Slovenia	No	No
Spain	No	Yes
Sweden	No	Yes
Switzerland	No	No
UK	Yes	Yes

	Public Sector Transparency	Reporting Corruption
	Can citizens access information without facing notable barriers?	Sufficient protection from reprisals for whistleblowers ?
Belgium	No	No
Bulgaria	No	No
Czech Republic	No	No
Denmark	No	No
Estonia	Yes	No
Finland	Yes	No
France	No	No
Germany	No	No
Greece	Yes	No
Hungary	No	No
Ireland	No	No
Italy	No	No
Latvia	No	No
Lithuania	No	No
Netherlands	No	No
Norway	No	Yes
Poland	No	No
Portugal	Yes	No
Romania	No	No
Slovakia	Yes	No
Slovenia	No	No
Spain	No	No
Sweden	No	No
Switzerland	No	Partially
UK	No	Yes